

Acte rendu exécutoire après :

- transmission en Préfecture le : 21 JUL. 2023
- publication le : 21 JUL. 2023

Rapport présenté par G. HUG

Session ordinaire	Par visio-conférence Début : 09h30 / Fin : 10h45
Convocation, ordre du jour et rapport préparatoire transmis le	29 juin 2023
Convocation et ordre du jour publiés électroniquement le	29 juin 2023
Présidence	Gérard HUG
Secrétaire de séance	Jean-Laurent KISTLER

Délégués statutaires	16	
Délégués présents	8	Céline KERN-BORNI – Bertrand BURGER – Franck FAVRE – Gérard HUG – Claude BRENDER – Odile UHLRICH-MALLET – Christelle LEHRY – Jean-Laurent KISTLER
Procurations	6	Bertrand BURGER, procurations de Myriam PARIS et Nicolas BRUTIN Gérard HUG, procurations de Eric STRAUMANN et Lionel ROUILLON Jean-Laurent KISTLER, procurations de Yann QUIQUANDON et Philippe THENOZ
Absents non représentés	2	Lucien MULLER – Christian ZIMMERMANN

RENOUVELLEMENT DU PROTOCOLE DE REMBOURSEMENT DES AVANCES

Par délibération du 28 novembre 2022, le Comité Syndical a autorisé le Président à finaliser et signer un avenant au protocole visant le remboursement par le Syndicat des sommes dues au titre des avances consenties par les anciens membres de l'Etablissement Public du Port Rhénan (3.655.038,22 €), en portant le délai de remboursement à décembre 2025 eu égard au calendrier de dissolution de l'Etablissement Public et au transfert des actifs.

Une analyse juridique effectuée par les services de la Collectivité européenne d'Alsace – CeA, indique que la signature d'un tel avenant n'est pas possible. La décision de prolongation du délai doit ainsi faire l'objet d'un nouveau protocole (Cf. Annexe jointe à la présente délibération) qui devra être approuvé par chacun des anciens membres de l'Etablissement Public.

Le compromis de vente signé avec le groupe Liebherr pour les secteurs 2 et 3 de la zone EcoRhena prévoit une clause résolutoire sur le dépôt du permis de construire purgé de tout recours. Cette clause peut faire porter au-delà de la date de décembre 2025 la réalisation de la vente et le versement du montant au Syndicat.

Aussi, il est proposé de porter le délai de remboursement par le Syndicat des sommes dues au titre des avances consenties par les anciens membres de l'Etablissement Public à décembre 2026.

Le Comité Syndical, après en avoir pris connaissance et avoir délibéré,

- **PREND ACTE** des informations présentées ;
- **ANNULE** la délibération du 28 novembre 2022 – point 6 ;
- **VALIDE** le nouveau projet de protocole à intervenir portant à décembre 2026 le délai de remboursement des avances consenties par les membres de l'Etablissement Public ;
- **AUTORISE** le Président à mettre au point et à signer le protocole ainsi que tout document afférent.

Adopté à l'unanimité
Pour extrait conforme

Le Président
Gérard HUG

